



**Permettez-nous monsieur le président, chers collègues de ne pas souscrire à l'enthousiasme européiste de cette délibération. Derrière les grandes promesses européennes, nous connaissons la réalité de politiques de concurrence brutale.**

C'est le cas bien sûr sur les questions sociales, où la liberté du capital de mobiliser les travailleurs à sa convenance et là où il le souhaite est au coeur de l'aggravation des inégalités dans l'union européenne, des migrations européennes dont nous connaissons les conséquences à Lyon avec des migrants sans droits dans notre pays, non expulsables car européens, et pourtant réduit à des situations de vie indignes !

C'est le cas pour la recherche et l'innovation. Rappelez-vous les promesses du sommet de Barcelone de faire de l'europe la championne de l'économie de la connaissance, une promesse qui n'a pas fait rire les chercheurs qui consacrent de plus en plus de leur temps non pas à la recherche dans leur discipline, mais à la recherche de financements auprès des lobbyistes des instances de la recherche de l'union, mais une promesse qui a fait sourire les chinois et les états-uniens ! La France championne de la santé n'est même pas capable vingt ans plus tard de produire son propre vaccin contre le covid ce que fait Cuba, pays pauvre enfermé dans le blocus US...

C'est le cas aussi pour l'environnement. Les objectifs de Kyoto au niveau européen ne sont tenus que grâce à l'effondrement des anciens pays de l'Est et la casse généralisée de leur industrie. Mais c'est aussi le cas en France où la désindustrialisation joue un rôle fondamental. Si nos émissions propres qui étaient déjà parmi les plus basses des pays développés grâce à une électricité principalement nucléaire sont en baisse, l'impact carbone d'un français ne baisse pas car il prend en compte le contenu carbone des importations.

Quand aux grands programmes européen pour l'environnement, nous en connaissons la réalité, la soumission aux intérêts des multinationales et des grands acteurs économiques de la transition écologique conçue comme un nouveau capitalisme vert. Il suffit de constater les conditions des marchés de l'éolien offshore qui reposent sur de véritables rentes garanties pour des investisseurs payées par les taxes prélevées sur tous les consommateurs.

C'est pourquoi nous réagissons sincèrement avec colère quand nous sommes invités à venir fêter je cite "une Europe plus sociale et plus verte". Nous n'avons pas oublié qu'une nette majorité des français s'était opposé en 2005 à la constitution européenne, une très grande majorité dans les milieux populaires qui sont les principales victimes de la construction européenne, et que tous les gouvernements de droite et de gauche qui se sont succédés ont foulé au pied la démocratie, creusant profondément la fracture démocratique dont nous n'arrivons pas à sortir.

Nous voterons contre cette délibération.